

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°43 – 28 octobre 2021.

En bref

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, la Colombie occupe la première place en termes d'inégalités parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que la deuxième économie la plus inégalitaire d'Amérique latine et des Caraïbes, derrière le Brésil. Le document ajoute que la crise liée à la pandémie a accru les inégalités, faisant passer le coefficient de Gini de 0,53 en 2019 à 0,54 en 2020, réduisant la classe moyenne de 2,5M de personnes et poussant 3,6 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. Les inégalités de genre sont également très fortes en Colombie (une femme a 1,7 fois plus de risques d'être au chômage qu'un homme), tout comme les inégalités ethniques: un Colombien indigène étudie en moyenne deux années de moins que les autres Colombiens et un Afro-Colombien a deux fois plus de risques de vivre dans un quartier pauvre. Le rapport estime par ailleurs que d'ici à 2050, la suppression des écarts entre les sexes en matière d'éducation et de participation au marché du travail permettrait d'augmenter le PIB par habitant de la Colombie de 14 %.

LE CHIFFRE À RETENIR

0,54

C'est l'indice de Gini calculé par la Banque mondiale pour la Colombie en 2020, contre 0,53 en 2019.

BOLIVIE

La dette publique bolivienne a fortement augmenté pendant la pandémie.

Selon le FMI, la dette publique est passée de 59,1% du PIB (dont 27,4% de dette externe) en 2019 à 78,8% (dont 33% de dette externe) en 2020, et pourrait atteindre 82,7% du PIB fin 2021 (dont 39,3% de dette externe). Cette évolution est principalement due à la hausse de la dette publique interne. En effet, selon la Banque centrale (BCB), la dette du Trésor est passée de 6,4 Mds USD en 2019 à 10,3 Mds USD en 2020 (et 12 Mds USD en août 2021) alors qu'elle était de 4,6 Mds USD en 2010. La crise du Covid-19 a provoqué une chute des recettes fiscales et a obligé l'État à maintenir des dépenses publiques élevées, ce qui l'a conduit à s'endetter davantage pour financer le déficit public (-12,7% du PIB en

2020 et -9,2% en 2021). Un ancien président de la BCB estime que la dette publique, majoritairement interne, reste soutenable. Nombre d'observateurs jugent qu'il est problématique que la BCB, qui a octroyé des crédits au Trésor pour 4,7 Mds USD pendant la crise, finance directement le gouvernement dans cette proportion.

COLOMBIE

Ecopetrol émet 2 Mds USD d'obligations pour refinancer le prêt d'ISA.

La compagnie pétrolière et gazière colombienne Ecopetrol, détenue majoritairement par l'État, a émis 2 Mds USD de dollars d'obligations sur les marchés internationaux cette semaine, dont le produit est destiné à refinancer partiellement un



prêt qu'elle a utilisé pour acheter une participation majoritaire dans le conglomérat énergétique ISA. En effet, la société avait précédemment accepté d'acheter la participation de 51,4% du gouvernement colombien dans ISA pour 3,77 Mds USD dans le cadre de son projet de devenir une société énergétique intégrée. En août, Ecopetrol a reçu le feu vert pour convenir d'un prêt d'une valeur maximale de 4 Mds USD auprès de banques internationales afin de financer l'opération. L'émission d'obligations a fait l'objet d'une demande de plus de 7,6 Mds USD, selon Ecopetrol, avec des investisseurs basés aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Amérique latine.

La Colombie attribue des contrats pour 11 projets d'énergie solaire ; EDF fait partie des entreprises sélectionnées.

La Colombie a attribué 11 nouveaux projets d'énergie solaire à grande échelle qui devraient représenter un investissement d'environ 875 MUSD et entrer en service au début de 2023, dans le cadre des efforts du gouvernement pour promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. Les projets attribués à neuf entreprises généreront un total de 796,3 mégawatts. Des contrats de quinze ans ont été attribués aux entreprises retenues, y compris à de nouveaux venus dans le pays comme le français EDF, le britannique TW Solar, Canadian Solar et deux entreprises espagnoles, Solarpack et Energen. Environ 15 % de la matrice énergétique de la Colombie proviendront de sources renouvelables non conventionnelles - telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse - d'ici 2023.

Le Congrès approuve la modification de « la loi sur les garanties ».

Lors de l'approbation du Budget général de la nation 2022 (93 Mds USD, en hausse de 5,3 % sur un an), le Congrès a donné son feu vert pour la modification de la loi sur les garanties, l'un des points qui a suscité le plus de controverses en raison des implications qu'il pourrait avoir pour l'année électorale. La règle interdit usuellement aux fonctionnaires locaux de conclure des accords inter-administratifs pour l'exécution de ressources publiques au cours des quatre mois précédant une élection, une mesure qui vise à protéger les contrats de toute pression politique lors de la compétition électorale. Désormais, il est donc possible pour les autorités locales de conclure lesdits accords avec les autorités nationales, dans le but de promouvoir la relance économique et la création d'emplois dans les régions.

EQUATEUR

Le Président promulgue un décret pour le gel des prix des combustibles.

Le Président Lasso a promulgué un décret qui suspend la hausse mensuelle des prix du diesel et de l'essence, indexés aux prix internationaux, dans un contexte de mobilisation du mouvement indigène (CONAIE) et des syndicats, qui réclament non seulement le gel des prix mais une baisse des prix des combustibles. Ce décret ouvre la voie au gouvernement pour négocier à l'Assemblée nationale l'adoption de la réforme fiscale qui sera proposée dans les prochains jours. Aux côtés du centre droit (ID), le parti

indigène Pachakutik avait fixé comme ligne rouge le gel des prix des combustibles.

Les revenus fiscaux prélevés sur certains grands groupes sont en hausse.

Les recettes fiscales prélevées sur les grands groupes économiques et personnes physiques fortunées ont augmenté de 17% entre mai et septembre 2021 par rapport à la même période de 2020, atteignant près de 3 Mds USD. Ces groupes ont principalement des activités dans les secteurs bancaire, la grande distribution et la pharmacie, le secteur manufacturier, les télécommunications, le pétrole et les mines. La nouvelle direction des « *grands contribuables* », qui vient d'être créée par le nouveau gouvernement recense 683 grands contribuables représentant 55% du total des recettes fiscales.

PEROU

L'emploi formel se redresse très lentement.

Selon la Banque centrale (BCRP), l'emploi formel a augmenté de 0,9% au niveau national au mois d'août 2021 par rapport à août 2019. C'est la première fois depuis mars 2020 que le chiffre mensuel de l'emploi formel présente une amélioration par rapport aux niveaux pré-crise. Toutefois, l'emploi formel sur 8 mois en 2021 reste inférieur de 0,7% à la période janvier-août 2019 et la chute est plus prononcée pour l'emploi dans le secteur privé (-3,8%). Dans le privé, l'emploi dans les services et l'industrie manufacturière reste sinistré, tandis qu'il se

redresse dans la construction, l'agriculture et le secteur minier.

INEI: Le taux de chômage à Lima est de 10% au troisième trimestre.

Selon l'Institut national des statistiques (INEI), l'amélioration de l'emploi à Lima se poursuit au troisième trimestre mais celui-ci reste en dessous des niveaux pré-crise. Le taux de chômage dans la capitale est de 10%, soit 0,3 point de moins qu'au second trimestre, mais il est toujours supérieur au niveau du troisième trimestre 2019 (+4,2 points) et affecte davantage les femmes (12% contre 8,3% chez les hommes). Parmi les tranches d'âge, la population occupée âgée de 45 ans et + est la seule à avoir retrouvé son niveau pré-crise (+1,4% par rapport au troisième trimestre 2019).

La réactivation du projet « Majes Sigwas II » est compromise par une enquête au sein du gouvernement régional d'Arequipa.

Le gouverneur régional d'Arequipa, Elmer Cáceres, et 19 autres fonctionnaires et conseillers régionaux ont été arrêtés dans le cadre d'une enquête pour corruption. Parmi eux figurent des responsables du projet « Majes Sigwas II », notamment le directeur de l'Autorité autonome de Majes (Autodoma). Ce projet d'irrigation, mené par un consortium du groupe Cobra (racheté par Vinci), est bloqué depuis 2017 en raison de désaccords avec le gouvernement régional d'Arequipa (GRA). En juillet, le MEF avait autorisé un 13^e avenant modifiant la technologie d'irrigation à utiliser, augmentant le coût du projet de 104 MUSD (par rapport aux 550 MUSD du montant initial). Le vice-gouverneur Walter Gutierrez, qui assume le GRA, rencontrera le consortium afin de reprendre le dossier de



l'avenant, que le GRA est censé approuver avant le 31 octobre prochain, date d'expiration du contrat.

VENEZUELA

Une nouvelle cargaison de brut iranien va arriver au Venezuela.

Une cargaison de 2,1 M de barils de condensat iranien, la dernière livraison dans le cadre d'un pacte d'échange entre le pays du Moyen-Orient et le Venezuela, a commencé à être déchargée dans un port de PdVSA, selon un document de l'entreprise publique PdVSA. En effet, les compagnies pétrolières d'État des deux pays, PDVSA et National Iranian Oil Company (NIOC), ont conclu le mois dernier un contrat, effectif pendant six mois dans sa première phase, pour échanger du condensat iranien contre du brut lourd vénézuélien. Même sous l'œil attentif de Washington, l'Iran et le Venezuela ont renforcé leur coopération depuis l'année dernière. L'administration du président Nicolas Maduro a reçu de la nourriture, des pièces de raffinerie, du condensat et du carburant d'Iran, tout en envoyant du pétrole brut et d'autres matières premières à son allié.

PDVSA autorise les stations-service à augmenter le prix du diesel à 0,50 USD.

Depuis ce lundi 25 octobre, plusieurs stations-service ont commencé à facturer le prix du litre de diesel de la même manière que celui de l'essence. Dans une notification envoyée par PdVSA à certains des responsables de ces établissements, le nouveau prix du carburant qui était jusqu'à présent de l'ordre de 0,1 bolivar

(depuis la nouvelle reconversion monétaire du 1^{er} octobre qui a supprimé six zéros à la monnaie) a été autorisé (en hausse de 1900%). Avec cet ajustement, le diesel vénézuélien est donc placé sur un pied d'égalité avec les prix internationaux, qui, au 18 octobre (dernières données disponibles), étaient de 0,60 USD par litre en Colombie, 0,80 USD en Europe et 0,90 USD aux États-Unis. L'augmentation du prix du diesel a un impact sur les transporteurs et par conséquent sur la chaîne de commercialisation des biens et produits sur le marché intérieur, mais aussi sur le secteur des services dont la production d'électricité dépend de ce carburant.



DOSSIER DU MOIS : les nouvelles perspectives économiques du FMI pour les pays de la zone.

Dans ses dernières « Perspectives de l'Économie mondiale » (World Economic Outlook) publiées en octobre, le FMI a ramené ses prévisions de croissance mondiale pour 2021 à 5,9 % contre 6 % en juillet dernier (estimation provisoire entre les publications du WEO d'avril et d'octobre). L'Amérique latine et les Caraïbes est la région qui connaîtra la plus forte croissance cette année avec 6,3 % (soit un demi-point de plus que lors de la dernière prévision en avril), juste derrière l'Asie (7,2 %), grâce notamment à la forte reprise des exportations de matières premières. En 2022, le FMI estime que la région affichera un taux de croissance de 3 %, inférieur de 1,9 point de pourcentage à sa projection pour l'économie mondiale. L'inflation en Amérique latine est précisément le point qui inquiète le plus les experts du FMI, qui prédisent une hausse des prix de l'ordre de 9,3 % dans la région en 2021 (du fait essentiellement de la hausse des prix de l'énergie et des produits de base). En 2022, le FMI estime que l'inflation en Amérique latine tombera à 7,8 %, un chiffre qu'il estime néanmoins « inquiétant ».

En Bolivie, Après avoir enregistré une chute du PIB de -8,8% en 2020, le FMI estime que la croissance du PIB serait de 4,95% pour 2021 et de 4% pour 2022. Outre l'effet-base, l'économie bolivienne affiche un rebond en 2021 grâce à l'assouplissement des mesures de confinement, la hausse des prix du gaz et des métaux et la reprise de l'économie mondiale. Cette reprise reste toutefois relativement faible comparée au 6,3% prévu par le FMI pour la zone Amérique latine et Caraïbes. Le déficit budgétaire est passé de -7,2% en 2019 à -12,7% en 2020, et devrait se réduire à -9,2% fin 2021. En parallèle, l'endettement public a progressé de 20 points en un an (59,1% en 2019 à 78,8% du PIB en 2020) et continuera d'augmenter pour se situer à 82,7% fin 2021. Toujours selon les prévisions du FMI, la balance courante affiche un déficit de -2,2% fin 2021 et de -2,8% fin 2022. Enfin, l'inflation devrait se situer à 2,5% fin 2021.

En Colombie, le FMI a fortement relevé ses prévisions de croissance du PIB en 2021, les portant à 7,6%, contre 5,1% dans ses prévisions du mois d'avril. Pour 2022, le FMI prévoit une croissance à 3,8% (contre 3,6% précédemment).

Selon ces estimations, la Colombie sera le quatrième pays d'Amérique latine à la croissance la plus rapide en 2021, derrière le Guyana, le Chili et le Pérou qui enregistrent une croissance à 2 chiffres (43,5 %, 11 % et 10 % respectivement). En 2022, la croissance de la Colombie ne serait devancée que par le Guyana, le Pérou et la Bolivie en Amérique latine. La décision de rehausser les prévisions de croissance du FMI a été elle-même suivie par la Banque centrale (8,6% contre 7,5% précédemment), qui a rehaussé son taux directeur de 25 points de base à 2% en septembre, pour contrer une inflation au-dessus de la cible (estimée à 4,3 % en 2021 selon le FMI, alors que la cible de la banque centrale est de 3%). Par ailleurs, le FMI prévoit que la dette publique atteindra 60% du PIB en 2022 et 57,5% cette année, contre 43% avant crise (2019). Dans ce contexte, la Colombie progresse dans le dialogue avec l'institution pour l'extension de la ligne de crédit flexible (le FMI a déjà déboursé un montant de 5,4 Mds USD en décembre 2020).

En Equateur, les perspectives économiques se sont améliorées, en raison de l'approbation par le conseil d'administration du FMI des 2e et 3e



revues qui permettent la poursuite du programme et l'arrivée des financements multilatéraux. L'Équateur bénéficie également de la conjoncture internationale favorable et en particulier de l'augmentation des prix du pétrole. Le FMI prévoit une croissance de 2,8% en 2022 qui ne permettra toutefois pas au pays de retrouver les niveaux du PIB d'avant pandémie (récession de 7,8% en 2020). Le FMI table sur une croissance de 3,5% en 2022. En termes de dette publique, l'Équateur a obtenu de bons résultats en affichant un endettement de 61% au lieu des prévisions préliminaires qui établissaient la dette publique à 65%. La croissance reste tout de même fragile et en grande partie dépendante du secteur pétrolier. Le gouvernement doit encore démontrer ses capacités à faire passer la réforme fiscale, condition essentielle pour la poursuite du programme avec le FMI et les réformes au code du travail et la loi des investissements indispensables pour retrouver une compétitivité qui permette à l'investissement privé de devenir un moteur de la croissance.

Au Guyana, l'entrée en production des premiers puits de pétrole (champ off-shore Liza 1) en décembre 2019 (exploités notamment par Exxon Mobil) à la suite de la découverte d'importants gisements sur le plateau continental guyanais en 2015 a fait exploser les chiffres de la croissance du pays. Ainsi, le Guyana est l'un des rares pays du monde à avoir enregistré une croissance positive en 2020 et le seul à atteindre un taux de croissance à deux chiffres : 43,5%. Le FMI prévoit par ailleurs une croissance de 20,4% en 2021 puis une croissance de 48,7% en 2022 (contre une croissance moyenne de 3,9% sur la période 2012-2018). L'exploitation pétrolière a permis d'augmenter les exportations de biens et services en volume du pays de plus de 159% en 2020 et le FMI estime dans ses dernières prévisions que les exportations continueront de croître en 2021

(+16%) et en 2022 (+53%) à mesure que l'exploitation pétrolière se développe. En parallèle, le déficit de la balance courante se réduit de plus de 2 Md USD (passant de 2,8 Mds USD à moins de 800 MUSD entre 2019 et 2020) et représente environ 14,5% du PIB (contre 54,4% en 2019). Selon les prévisions du FMI, le compte courant devrait se stabiliser, avec un déficit évalué à 1,2 Md USD en 2021 (16,8% du PIB) et à 1,35 Md USD en 2022 (13,8% du PIB).

Au Pérou, après avoir enregistré une chute du PIB de 11,1% en 2020, le pays devrait afficher une croissance estimée à 10% par le FMI et 11,9% par la Banque centrale (BCRP) en 2021. Outre l'effet de base favorable, ce rebond s'explique par l'avancée de la vaccination, la flexibilisation progressive des mesures sanitaires et la reprise constatée dans des secteurs sinistrés en 2020, en particulier la construction et l'industrie manufacturière. La hausse des cours du cuivre, principale exportation du Pérou, devrait contribuer à ce que la balance commerciale affiche des excédents très élevés de 15 Mds USD (6,8% du PIB) en 2021 et 17,6 Mds USD (7,5%) en 2022. La croissance en 2022 devrait toutefois être plus modérée (4,6% selon le FMI ; 3,4% pour la BCRP), notamment en raison d'une croissance nulle de l'investissement privé (prévision BCRP, d'autres analystes tablent par ailleurs sur une chute) dans un contexte d'incertitude politique à la suite de l'investiture du Président Castillo. Passé de -1,6% en 2019 à -8,9% du PIB en 2020, le déficit budgétaire a baissé à -4,8% en septembre et devrait atteindre -4 % fin 2021. En parallèle, l'endettement public est passé de 26,8% en 2019 à 34,7% en 2020 et devrait s'établir à 34,9% fin 2021. La balance courante afficherait un déficit de -1,7% fin 2021 et un excédent de 0,2% fin 2022. Enfin, l'inflation se situe à 5,38% sur 12 mois (oct20-sep21 ; 5,23% pour Lima), au-delà de la cible annuelle de la BCRP située entre 1% à 3%.



Sur la base de l'inflation pour Lima (5,23%) et de l'inflation hors aliments et énergie (2,57%), la BCRP estime que l'inflation pour Lima pourrait atteindre 3,64% sur 12 mois en août 2022. Quant à l'inflation au niveau national, la dernière estimation est de 4,9% pour fin 2021 et 2,6% pour fin 2022.

Au Venezuela, le FMI prévoit que le pays connaîtra une récession de 5% en 2021 contre -10 % lors de ses prévisions du mois d'avril. Ainsi, le pays est le seul de la région Amérique latine et Caraïbes à connaître un chiffre de la croissance négatif cette année. En l'absence de données officielles, d'autres analystes sont moins pessimistes et estiment que le pays enregistrera une récession comprise entre -0,3 % (Econalítica) et jusqu'à -0,8 % (Sintesis Financiera). Le pays profite d'un effet-base favorable (et non d'un plan d'ajustement construit et crédible), après une récession de 30% en 2020 et de 35% en 2019. Par ailleurs, le FMI a amélioré ses perspectives

pour l'inflation, qui atteindrait 2700% cette année (contre 5500% lors de ses estimations d'avril) et 2200% en 2022. L'institution prévient que ses projections pour l'économie vénézuélienne doivent être interprétées avec prudence étant donné le manque d'informations de la part des autorités vénézuéliennes. À cet égard, l'organisation rappelle que la dernière consultation sur l'économie du pays au titre de l'article IV a eu lieu en 2004.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 28 octobre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu uniquement une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	511 143	43 015	18 907	1,591	0,6 M	5,9 %	3,8 M	32,1 %
Equateur	512,071	28,471	38,484	1,826	1,7 M	9,5 %	10,09	56,4 %
Colombie	4 995 694	96 819	127 159	2 464	8,7 M	17,1 %	20,7 M	40,2 %
Pérou	2 198 038	65 462	200 149	5 961	3,5 M	10,6 %	15,06 M	45,1 %
Venezuela	403 318	14 237	4 848	171	3,7 M	13,02 %	6,1 M	21,5 %
Am. du sud	38 343 228	n.d	1 168 925	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-8,8	5	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-6,8	7,6	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7,8	2,8	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43,5	20,4	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11	10	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-15,9	0,7	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	42*	-30	-5	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9,9	7,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4,1	5,2	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5,8	11	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,3	6,2	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

* dernière source FMI, certains analystes l'estiment à 26 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international